

JEUNE RECHERCHE

Les contributions exposées dans cette rubrique sont issues des travaux de recherche menés par les doctorants en accueil à l'IRMC.

Bébés tunisiens : objectifs et conditions d'une enquête anthropologique

Paul Luciani

Doctorant en anthropologie à Aix-Marseille Université, en accueil à l'IRMC¹, Paul Luciani rédige actuellement une thèse intitulée Le berceau des subjectivités. Pour une anthropologie comparée des bébés à la crèche en France et en Tunisie, menée sous la direction de Benoît Fliche. À partir d'un travail ethnographique de plus de deux ans auprès des bébés, cette enquête vise à contribuer à l'étude des enfants, de la socialisation et des sensibilités en Méditerranée et dans les mondes arabes tout en proposant une approche novatrice des bébés. Elle postule que l'étude de leurs processus de subjectivation est propre à permettre d'interroger et de renouveler les paradigmes épistémologiques de l'anthropologie.

Un terrain sensible (pour les Tunisiens, mais aussi pour les chercheurs)

Prétendre étudier la petite enfance en Tunisie a quelque chose d'incongru, voire d'inquiétant. La conception, la mise au monde et la réception des enfants, bien qu'elles fassent

traditionnellement l'objet de rituels ou de célébrations, relèvent d'abord du privé, comme le révèle une riche littérature sur le folklore de la naissance (Bayrem, 1971 ; Debbabi-Missaoui, 2021). L'art d'accueillir les bébés, bien qu'il s'institutionnalise et se médicalise de plus en plus, est avant tout un art féminin qui consiste tant à le protéger de la maladie que de la convoitise extérieure (Renon, 1946 ; Sraieb, 1969). Dans ce cadre, approcher les bébés des autres, *a fortiori* lorsque l'on est un homme qui n'a pas d'enfant, peut s'avérer difficile. Si, mettant de côté les familles, l'on tente d'accéder à des modes de garde collectifs – une voisine qui garde des enfants chez elle, une crèche, un jardin d'enfants, une école coranique, on se heurte rapidement à une seconde difficulté. En effet, la fréquence des scandales de maltraitance relayés par la presse a poussé les pouvoirs publics à lancer une campagne de régularisation de ces lieux de garde généralement informels (dits « anarchiques »), et à leur imposer contrôles, contraintes et cahiers des charges². Dans ces contextes marqués par la méfiance et la crainte d'ingérence, le chercheur, étranger de surcroît, est toujours suspect.

¹ Il a bénéficié d'une aide du gouvernement français au titre du programme Investissements d'Avenir, Initiative d'Excellence d'Aix-Marseille Université - A*Midex, en 2019 et en 2021.

² Voir par exemple la tribune de Abdelkrim Dermech dans *La Presse* du 3 novembre 2021 : « Agressions et actes de maltraitance dans les jardins d'enfants : il est temps de sévir » ; celle de Karim Ben Said, le 18 mars 2022 : « Un enfant maltraité dans un jardin d'enfants à Ben Arous : encore une dérive avérée » ; voir également la conférence de presse de la ministre de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Séniors le 5 septembre 2022 ainsi que les nouveaux cahiers des charges pour l'ouverture d'une crèche ou d'un jardin d'enfants et les discussions sur leur modification.

Insolite, cette enquête l'est aussi pour le monde académique. Si les recherches sur l'enfance représentent, depuis les travaux fondateurs de Philippe Ariès (1960), un courant important de la recherche en sciences sociales, les bébés sont longtemps restés à l'écart de cette dynamique, notamment en anthropologie (Gottlieb, 2000). Pourquoi, en effet, s'intéresser à ces petits êtres si dépendants et vulnérables que l'on se demande comment ils pourraient peser d'une quelconque manière dans la structure des sociétés, ou tout simplement jouer par eux-mêmes un rôle social ? Ajoutons à cela que, dans nos contrées également, il faut le reconnaître, les bébés n'intéressent que rarement les hommes. Il a donc fallu attendre les années 1990 pour que des femmes se saisissent du sujet et qu'une réelle anthropologie de la petite enfance apparaisse. Des contributions sur les bébés ont ainsi fleuri sur la plupart des continents ; néanmoins, le pourtour méditerranéen et les mondes arabes et musulmans demeurent peu étudiés, à l'exception de quelques enquêtes, pionnières en leur temps, mais désormais relativement datées (Granqvist, 1947 ; 1950 ; Ammar, 1954 ; Zerdoumi, 1982).

Enfin, s'il s'agit d'un terrain « sensible » (Albera, 2001 ; Lachheb, De Gourcy, 2022), c'est également par l'implication émotionnelle qu'il suppose chez le chercheur. Étant parvenu, à Tunis, à m'intégrer d'abord chez l'une de ces « assistantes maternelles informelles » de quartier, puis dans un jardin d'enfants et dans un centre de Protection maternelle et infantile (PMI), j'ai côtoyé quotidiennement enfants, parents et professionnels. Or, comme lors d'un premier terrain en France, j'ai tenté d'enquêter au plus près des enfants en participant autant que possible aux tâches imposées par leur garde. J'ai ainsi pu éprouver les difficultés et le caractère harassant du travail auprès des jeunes enfants, qu'il faut constamment surveiller, consoler, assister, bercer, nourrir, distraire et parfois réprimander. Mais la participation émotionnelle du chercheur dépasse ces enjeux. En effet, la particularité de ce type de terrain réside dans la

vulnérabilité des sujets de l'enquête, qui suscite à la fois une empathie permettant d'établir la communication avec eux et des représentations, conscientes ou inconscientes, toujours fortement ancrées, de la manière dont on devrait traiter les bébés et s'occuper d'eux. Chercher à trouver la « juste distance » (Bensa, 1995), dans ce cadre, est une tâche ardue, mais peut-être également inféconde.

Pourquoi et comment étudier les bébés ?

Le caractère émotionnellement très chargé voire politique du sujet semble en effet difficile à contourner. Il n'y a qu'à interroger brièvement des adultes, parents ou non, pour recueillir des propos, souvent polémiques, sur ce qu'était et n'est plus l'éducation des enfants, où se mêlent des souvenirs nostalgiques – les premières années de la vie passées dans la famille ou chez les voisins, les comptines, la tendresse des mères et des grands-mères, le maillot (ياحسرة!) – mais également d'après critiques de l'éducation d'aujourd'hui, réputée à la fois plus laxiste, plus négligente et moins humaine que celle d'antan. Difficile, dès lors, de démêler ce qui relève de représentations fantasmées d'une enfance idyllique, d'opinions politiques réfléchies, d'une idéologie venant justifier ou condamner des pratiques apprises et répétées, ou des modèles d'identification paternels ou maternels. En outre, comme mentionné à l'instant, la subjectivité du chercheur est également engagée. En Tunisie, je me suis ainsi rapidement confronté à des pratiques que je jugeais violentes, notamment dans les lieux de garde collectifs, et qui ont suscité en moi, tout au long de l'année, un sentiment d'indignation et de rejet, ainsi qu'une réticence à poursuivre l'enquête. Pourtant, les sachant relativement communes, il fallait tenter d'en rendre compte en référence à leur contexte général.

Ainsi, étudier la petite enfance nous place premièrement au cœur de l'évolution de la parenté et de la famille, du statut des femmes – puisque c'est essentiellement leur accession massive au marché du travail qui crée une demande de garde – et, plus généralement, des

relations de genre ainsi que des modalités du lien social. Si une riche littérature sociologique s'intéresse à ces évolutions (Bessis, Belhassen, 1992 ; Ferchiou, 1992 ; Ben Salem, 2009 ; Ben Amor, 2011), peu d'études qualitatives abordent ce problème par le prisme de l'enfant. Deuxièmement, les mutations qui touchent la socialisation et l'éducation, notamment dans ses rapports avec l'évolution du capitalisme et des rapports Nord-Sud, restent largement inexplorées. Or, l'on peut s'interroger sur les liens entre les conditions d'accueil et de prise en charge collective des jeunes enfants ainsi que les conditions de travail auprès d'eux, et notamment l'effectif de personnel par rapport aux enfants, et la prégnance du système économique néolibéral. De plus, outre le travail des femmes, une motivation importante du recours aux jardins d'enfants réside dans la valeur éducative qu'on leur prête. L'éducation préscolaire est souvent vue comme un moyen d'assurer la compétitivité des futurs écoliers dans un système éducatif de plus en plus privatisé, et au sein duquel la maîtrise des langues étrangères (le français et, de plus en plus, l'anglais) est envisagée comme un atout indispensable à la réussite, voire un prérequis pour une future expatriation, créant ainsi une pression néocoloniale pour la conformation à un modèle d'éducation et de performance. Plus généralement, l'étude des bébés permet d'aborder la question de la circulation des modèles de soin, notamment *via* la médicalisation de la petite enfance, et des modèles d'éducation des enfants. À travers les bébés, je m'intéresse ainsi aux rapports d'autorité et de hiérarchie, aux représentations liées au développement psychologique des individus ou encore aux notions de violence éducative, de maltraitance ou d'« éducation positive », mises à l'agenda politique par les organisations non gouvernementales et les associations de défense des droits de l'enfant au même titre que l'éducation préscolaire.

Reste cependant un enjeu décisif, situé cette fois-ci sur le plan épistémologique. En effet, jusqu'à présent, l'étude des bébés en sciences sociales semble éviter les bébés. Elle circonscrit le sujet et décrit les rapports sociaux, les

représentations ou les pratiques liées aux bébés, mais sans les approcher de près. Paradoxalement, elle se concentre donc plutôt sur les adultes qui prennent soin des bébés (Collomb, 2019). L'objectif de ma thèse est de proposer une autre approche, centrée cette fois sur les bébés eux-mêmes. D'aucuns jugent ce projet impossible : comment, en effet, faire parler ces êtres sinon silencieux (je peux en témoigner !), du moins incapables de langage articulé ou de propos cohérents et construits (l'étymologie du terme *infans*, celui qui ne parle pas, le confirme) ? Le langage articulé et intentionnel n'est-il pas l'outil indispensable de l'enquête en sciences sociales ? Mon pari est que l'on peut, dans une certaine mesure, s'en passer. Comprendre et retranscrire l'expérience intime et subjective des bébés requiert d'autres types de communications : tantôt corporelles, tantôt vocales, toutes supposent de nouer avec eux des relations durables et profondes, de comprendre la manière dont leur personnalité se structure, dont ils acquièrent la capacité à s'intégrer dans un monde social fait de règles, de normes et de symboles, et comment ils intériorisent ou forgent des manières d'appréhender ce monde. Mon enquête consiste donc avant tout à interroger les bébés en tant qu'individus insérés et s'insérant dans le monde social. Elle repose sur une ethnographie réalisée auprès d'eux et acceptant de se laisser « affecter » (Favret-Saada, 1990) par eux sans chercher à évacuer à tout prix la subjectivité du chercheur. Il s'agit plutôt de s'en servir comme d'un outil heuristique, complété d'autres issus de l'anthropologie des sensibilités, mais aussi de la psychanalyse, de la psychopathologie ou de la psychologie cognitive. De cette manière, je tente de retracer les voies par lesquelles la subjectivité des bébés se construit au gré des relations sociales.

En conclusion, réunissant cette enquête en Tunisie et celle réalisée auparavant en France, mon but est de travailler à une anthropologie comparée de la subjectivation des bébés. Tout en documentant et en mettant en perspective la socialisation des jeunes enfants dans ces deux pays, j'espère proposer une nouvelle approche des bébés contribuant à questionner les

paradigmes épistémologiques des sciences sociales. En me penchant sur la manière dont ils « acquièrent la culture » (Hirschfeld, 2003), j'entends ainsi renouer avec le projet maussien d'une anthropologie générale étudiant l'humain en tant que totalité, c'est-à-dire dans sa dimension sociale et psychologique, individuelle et collective, ou encore biologique et culturelle (Karsenti, 1997).

Bibliographie

ALBERA Dionigi, 2001, « [Terrains minés](#) », *Ethnologie française*, vol. 31, n° 1, 5-13.

AMMAR Hamed, 1954, *Growing up in an Egyptian Village: Silwa, Province of Aswan*, Londres, Routledge & K. Paul.

ARIES Philippe, 1960, *L'enfant et la vie familiale sous l'ancien régime*, Paris, Plon.

BAYRAM Alia, 1971, « La naissance à Tunis dans les milieux de la bourgeoisie traditionnelle », *Cahiers des Arts et traditions populaires*, n° 4, 7-16.

BEN AMOR Mohamed Ridha, 2011, *Les formes élémentaires du lien social en Tunisie*, Paris-Tunis, L'Harmattan-IRMC.

BEN SALEM Lilia, 2009, *Familles et changements sociaux en Tunisie*, Tunis, Centre de publications universitaires.

BENSA Alban, 1995, « [De la relation ethnographique](#) », *Enquête*, n° 1, 131-140.

BESSIS Sophie, BELHASSEN Souhayr, 1992, *Femmes du Maghreb : l'enjeu*, Paris, J.-C. Lattès.

COLLOMB Natacha, 2019, « [Les observations des bébés : un défi méthodologique et épistémologique](#) », *L'Autre*, vol. 20, n° 3, 252-262.

FAVRET-SAADA Jeanne, 1990, « Être affecté », *Gradhiva : revue d'histoire et d'archives de l'anthropologie*, vol. 8, n° 1, 3-9.

FERCHIOU Sophie, 1992, *Hasab wa nasab : parenté, alliance et patrimoine en Tunisie*, Paris, CNRS éditions.

GOTTLIEB Alma, 2000, « Où sont passés tous les bébés ? Vers une anthropologie du nourrisson », in J.-L. Jamard, E. Terray, M. Xanthakou (dir.), *En substances : textes pour Françoise Héritier*, Paris, Fayard, 366-385.

GRANQVIST Hilma, 1947, *Birth and Childhood among the Arabs: Studies in a Muhammadan Village in Palestine*, Helsingfors, Söderström.

GRANQVIST Hilma, 1950, *Child Problems among the Arabs*, Helsingfors, Söderström.

HIRSCHFELD Lawrence, 2003, « Pourquoi les anthropologues n'aiment-ils pas les enfants ? », *Terrain*, 40, 21-48.

KARSENTI Bruno, 1997, *L'homme total. Sociologie, anthropologie et philosophie chez Marcel Mauss*, Paris, Presses universitaires de France.

LACHHEB Monia, DE GOURCY Constance (dir.), 2022, *Terrains sensibles au Maghreb et au-delà. Acteurs, chercheurs et affects*, Tunis, IRMC-Nirvana.

RENON Albert, 1946, *La Mère et l'enfant*, Tunis, IBLA.

SRAÏEB Nouredine, 1969, « L'enfant et la relation mère-enfant. Un exemple de pays musulman : la Tunisie », *IBLA*, vol. 122, n° 6, 130-146.

ZERDOUMI Nefissa, 1982, *Enfant d'hier : l'éducation de l'enfant en milieu traditionnel algérien*, Paris, François Maspero.

الدَّبَّابِي الميساوي سهام, 2021, « الولادة في تونس : الطقوس والرموز, دار الجنوب للنشر, تونس »

Militarised Bodies and Gendered Roles: Assessing “Gender” in Women, Peace and Security (WPS) Trainings in Tunisia

Daniela Musina

Daniela Musina is a student of Transnational Governance at the Scuola Normale Superiore and the Scuola Universitaria Superiore Sant'Anna, under the supervision of Francesco Strazzari and Mario Pianta. Her research seeks to promote a critical analysis of the models and practices of security governance in the Euro-Mediterranean area. She is interested in theoretical approaches from international relations, international sociology, postcolonial and feminist studies that address the nexus between security, capitalism and sexuality, as well as qualitative methodologies and political ethnography.

Introduction

This contribution seeks to provide a preliminary assessment of the tentative applications of the Women, Peace and Security (WPS) agenda and other gender mainstreaming provisions observed in training and other “policy transfer” settings in Tunisia. Transnational agendas focusing on gender are deeply permeated by security policies and securitisation processes. The adoption of Resolution 1325 on Women, Peace and Security (WPS) in 2000 by the [United Nations Security Council](#) has included gender training in both peace and institution-building contexts. The EU and EU Member States (EUMS) declare their full commitment to the UN WPS agenda and to this aim have developed a Gender Action Plan (GAP), now in its fourth edition, which is at the centre of the entire spectrum of their external action. Tunisia has approved a first draft of its National Action Plan (NAP) on gender in 2018, which is intended to implement WPS provisions. Gender-based agendas have usually a strong normative connotation supposedly aimed at transformative change in gender relations, but their contemporary character is indeed unfolding through substantial forms of external technical assistance. Technical assistance consists of a plethora of different implementation modalities, generally referred to as “capacity building”, trainings and other

educational activities, in line with the recent development mantras and the assumption that approaches relying on the “transfer” of knowledge and expertise are key to solving societal problems. This raises questions about the illusion that paradigms of “technique” or “governance” can be neutral, as it is often assumed in neoliberal or “post-liberal” recipes of external assistance. To the opposite, the neoliberal vision of governance renews with its older liberal tradition and contributes to the (re)production of gendered power relations.

From a preliminary encounter with trainings and their participants, it emerges that essentialised masculine/feminine roles and a specific division of labour pre-exist and are reproduced through these interactions. Militarised routines and bodily expressions also emerge, where «militarisation» can be defined as enacting a reconfiguration of the world in which masculine force and discipline matter in addressing social issues (Enloe, 2000). A feminist approach is well suited to exploring the standpoint of the marginalized or oppressed. But such an approach also teaches that power relations are not fixed, and oppression must also sought “in the interstices of power itself” (Haraway, 1986). Investigating gender issues through the lens of institutional actors, including security ones, which are usually perceived on the oppressive and not the oppressed side, is key. What if there are patterns of marginalisation and oppression within what are broadly depicted as “safe-spaces”, typical of actors and actions that are supposed to “create the conditions of security”? What security is created on these sites, and for whom? What insecurity is being produced?

Problematizing normative production and definitions of “gender” within it

The WPS agenda found its launch pad in Tunisia with the recent approval, in 2018, of the NAP

implementing UNSC Resolution 1325 (Della Valle, 2018). What clearly emerges from a first reading of the Tunisian NAP is a distinct focus on gender-based violence, and its conflation with statal “counterterrorist” (CT) or “prevention of violent extremism” objectives and agendas. In a similar vein, the Tunisian Report on the Beijing Declaration and Platform for Action (BPfA) + 25 clearly states the importance to target “local” women as agents of CT/PVE. This does not differ much from the normative content of the European Gender Action Plan (GAP) which, despite its latest versions taking a broader view of “gender” and intersectional axes of discrimination (see EU GAP III and IV), reiterates in its outreach and foreign action dimensions the “inclusion of gender provisions” with CT/PVE objectives through “specific measures, including targeted training for the military, justice and security forces” (EU GAP III, 18). This is not only problematic as a-critically poses the necessity for “European training” to others, non-Europeans, but also because it absolves the state and state institutions from the (re)production of gender-based violence, identifying it exclusively with “terrorism” and “violent extremism”. Whether the Tunisian NAP and the European GAP will remain words on paper with little applicability is a legitimate question. However, it is clear that a growing number of actions are being funded and supported in Tunisia under gender mainstreaming and the WPS “global” agenda, including through Security Sector Reform (SSR) schemes.

A number of contributions have analysed the problematic construction stemming from EU WPS policies of women as “victims”, natural peace-mongers or in need of protection, or challenged their neoliberal instrumental use that markets their potential contribution to peace and security (Muehlenhoff, 2017). The very definitions of “gender” that are common to these documents tend to equate gender with women and do not address men and masculinities, and the male vulnerabilities produced by gender discriminations. Looking at the ways in which these formulations are performative, and thus have practical and political effects, is key to disentangling the tension between a neoliberal capitalist order

that markets women’s roles and experiences within peace and security agendas, and the effects of this order visible on practices, bodily routines, divisions of labour, and militarising cultures that are reproduced through trainings. These new imaginaries promote visions of the “global” and the “human” that are often tethered to value generation or to value extraction (Agathangelou, 2017). The “women-as-value” paradigm is emblematic in this respect. It is no coincidence that the practical provisions and “follow-up” presented in these documents merely translate complex social issues into technocratic indicator-based frameworks, hardly having a transformative impact. They also foster militarisation of attitudes and bodily practices. Unlike “militarism”, which is commonly defined as a set of “assumptions, values and beliefs” (Enloe, 2000), “militarisation” is not an ideology, but rather “a socio-political process by which the roots of militarism are driven deep down into the soil of a society” (*ibid.*) Speaking of militarisation conveys the sense of a dynamic, ever-evolving process that creeps and penetrates into social and everyday life, and as such can be even more pervasive than war (*ibid.*, 2-3). This process involves the intensification of the labour and resources allocated to military and security purposes, something that is now very visible in security assemblages across the Euro-Mediterranean space, including the shaping of other institutions and subjectivities in synchrony with military goals (Mama & Okazawa-Rey, 2012).

Problematising practical effects: ‘womanly’ virtues, division of labour and militarised bodies

A first relevant impression coming out from observations and interviews within/on the margins of SSR and other “training” or supposedly “policy-transfer” settings is that a gendered division of labour between male/female participants pre-exists and is reproduced through trainings. When asked about her day-to-day duties, a Land Forces (*Armée de Terre*) sub-officer attached to the army garrison for

transport and logistics explained that she is always asked by her superiors to take part in internationally-sponsored trainings to share her “best practices” as woman “helping with logistics that are necessary to conduct missions, sometimes in border and hard-to-reach areas”:

I am often in charge of ensuring the backup of transported equipment, such as armaments, but also, when the occasion arises, official examination papers or electoral material and ballot boxes. They are apparently harmless tasks, but in reality they are very delicate¹.

The specific roles performed by female officials and the relative bodily tasks are thus praised and glorified in militarised and hypermasculine spheres of power, and in some cases even become a precondition for participation in trainings. Militarisation here penetrates the body and mind through the division of labour and the creation of a sense of belonging to the military structure while performing atypical, “non-male” tasks. Role positioning and division of labour are not questioned in trainings, but are usually used to adapt gender discourses and actions to these positions.

These accounts are indicative of the ways in which division of labour and militarised gender protection practices are constructed in security arrangements and lauded as “good practices” in trainings. During a DCAF-sponsored training session, a trainer debriefed the audience on the importance of integrating a gender perspective particularly in programmes and agendas tailored to CT/PVE. He showed slides and videos arguing that:

besides avoiding adverse gendered consequences of CT/PVE, female officers are essential to reach out to marginalised communities and to build partnership and trust, which are fundamental to tackle recruitment chains and radicalising narratives².

¹ Interview, Tunis, 2022.

² DCAF training session, Hammamet, 2022.

³ The videoclip has been published on the [CREDIF Facebook page](#) and is available at the [following link](#).

Alongside the emphasis on the role of female officials in activities such as CT/PVE, and according to WPS interpretations, an argument was made regarding the crucial role of Tunisian mothers and maternal education in PVE, crucially pointing to the importance of family and emotional factors as catalysers – as well as disruptors – of violent extremism. The role of “mothers” and “families” was described by some participants as weightier than a mere increased presence of women within the security sector. A video clip titled “7ay” (which means “alive”) was played to the attention of the trainers and the rest of the participants by representatives of CREDIF ([Centre de Recherches, d’Études, de Documentation et d’Information sur la Femme](#)) who were present at the session³. The discourses and attitudes of both European and Tunisian participants referred to the constructed use-value of women. All seemed to converge towards a greater role to be played by women, on whose shoulders ultimately lies the responsibility for the success of prevention efforts in the private sphere, as opposed to a supposedly “protected” or “safe” public sphere guaranteed by the state and its security actors. This is symptomatic of a structurally patriarchal culture that exists in both the metropole and in the postcolony.

Such activities and relatively prescribed roles are coherent with a logic that assume women are naturally suited to “pacification” or “stabilisation” roles, and ignores that women may gravitate toward military or police careers not necessarily because they are more sensitive to peace and aid issues, but for the same pragmatic reasons that drive many men to seek job security, decent pay and improved career prospects (Pruitt, 2016). In this sense, women are “being marketed” as their skills, knowledge and potential contribution to security and peace (and relative training activities) are used as a vector to legitimise the practices of institutions, including militarised ones. Such marketing

works by narrowing gender mainstreaming efforts to a mere showcase of the institution or programme's inclusiveness, while simultaneously limiting other experiences, skills and resources that women can draw on in these environments, which are not necessarily linked to gender (Pruitt, 2016). These practices have clear material effects in that they encourage men and women to accept their place in the sexual division of labour and in the hierarchical military/security structures. Overlooking these everyday practices is blind to the ways in which agency (and bodies) are constrained by socio-material relations and to the ways in which women's attitudes can be counterproductive to their own empowerment (Martin de Almagro, Ryan, 2019).

There is nothing automatic or irreversible about this practical cult of militarisation. There are several examples of subtle, sometimes unconscious strategies to escape the physical constraints imposed by the security environment. Some female officers, for example, like to express their personality through their outfits, even when in uniform, and are not afraid of the judgement that might follow from their male and female colleagues. "Clothing is the first identification and demarcation accessory" (Bouzar quoted in Matri, 2021). Militarisation, like all relational processes in society, is unstable and constantly subject to manipulation by those most oppressed by it, who seek to carve out their own manoeuvring space.

Bibliography

AGATHANGELOU Anna M., 2017, "From the Colonial to Feminist IR: Feminist IR Studies, the Wider FSS/GPE Research Agenda, and the Questions of Value, Valuation, Security, and Violence", *Politics & Gender*, vol. 13, n° 4, 739-746.

DELLA VALLE Clara, 2022, "Which women? What agenda? Situating WPS in North Africa: the case of Tunisia", *Inter-Disciplinary Political Studies*, vol. 8, n° 1, 121-142.

ENLOE Cynthia, 2000, *Maneuvers: The International Politics of Militarizing Women's Lives*, Berkeley, University of California Press.



« Ne devient-il pas évident que, dès l'instant où nous posons le regard sur notre terre, sur l'environnement, nos identités s'entremêlent ? » (E. Gohary)

HARAWAY Donna, 1988, "Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective", *Feminist Studies*, vol. 14, n° 3, 575.

MAMA Amina, OKAZAWA-REY Margo, 2012, "Militarism, conflict and women's activism in the global era: challenges and prospects for women in three West African contexts", *Feminist Review*, n° 101, 97-123.

MARTIN DE ALMAGRO Maria, RYAN Caitlin, 2019, "Subverting economic empowerment: Towards a postcolonial-feminist framework on gender (in)securities in post-war settings", *European Journal of International Relation*, vol. 25, n° 4, 1059-1079.

MATRI Khaoula, 2021, "Tunisian case, in Return of Maghrebien women from hotbeds of tensions", in L. Hassen (eds), Tunis, Friedrich-Ebert Stiftung.

MUEHLENHOFF Hanna L., 2017, "Victims, Soldiers, Peacemakers and Caretakers: the Neoliberal Constitution of Women in the EU's Security Policy", *International Feminist Journal of Politics*, vol. 19, n° 2, 153-167.

PRUITT Lesley J., 2016, *The Women in Blue Helmets: Gender, Policing, and the UN's First All-Female Peacekeeping Unit*, Oakland, University of California Press.